

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

10/10/2025

La mise en œuvre du plan de Trump pour Gaza commence : accord sur la première phase

Le 9 octobre 2025, il a été annoncé qu'un accord avait été conclu sur la première phase de la mise en œuvre du plan de Trump pour Gaza. Cette première étape comprend un cessez-le-feu ainsi qu'un échange de prisonniers entre l'entité sioniste et les Palestiniens. Les pourparlers publics entre la délégation du Hamas et celle de l'entité sioniste ont débuté le 6 octobre 2025 à Charm el-Cheikh, en Égypte, en vue de mettre en œuvre le plan de Trump pour Gaza. Le 8 octobre, troisième jour des négociations, il a été annoncé la participation de l'envoyé spécial américain Steve Witkoff, du gendre de Trump Jared Kushner, du Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar Mohammed ben Abdurrahman al-Thani, du chef des services de renseignement turcs İbrahim Kalın, ainsi que du chef de la délégation sioniste Ron Dermer. Le chef de la délégation du Hamas, Khalil al-Hayya, a déclaré : « *Nous connaissons l'occupation sioniste ; nous ne lui faisons pas confiance, pas même un instant. Elle n'a jamais respecté ses engagements à travers l'histoire. C'est pourquoi nous demandons des garanties au président Trump et aux pays garants. Nous sommes disposés à parvenir à une fin positive de la guerre.* » (Chaîne al-Qahira News, 7 octobre 2025)

Comme on le sait, l'entité sioniste ne respecte ni sa parole ni les accords qu'elle signe, même lorsque les États-Unis et leur président en sont les garants, comme c'est le cas aujourd'hui au Liban, ou dans tous les accords précédents. Cette entité porte en elle une tendance naturelle à la trahison et à la perfidie ; elle sait qu'en rompant ses engagements, l'Amérique ne lui infligera aucune sanction, car elle constitue sa base avancée et la protège avec soin, lui accordant un soutien inconditionnel quelles que soient ses actions. L'entité sioniste ne comprend que le langage de la force : face à quiconque lui résiste avec fermeté et brise son orgueil, elle s'incline aussitôt, retrouvant son état originel de bassesse et d'humiliation.

Le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majid al-Ansari, a déclaré : « *La présence du bureau du Hamas à Doha faisait partie, depuis 2006, de la médiation assurée par Doha.* » (Al-Jazeera, 7 octobre 2025). Par cette déclaration, le Qatar reconnaît ouvertement qu'il agit comme un instrument au service de l'Amérique : il joue un rôle d'incitation, de domestication et de pression sur le Hamas et sur d'autres pour les pousser à faire les concessions exigées par Washington. À la demande des États-Unis, le Qatar avait convaincu le Hamas — comme l'a lui-même reconnu l'émir Tamim — de participer aux élections palestiniennes de 2006 et de prendre part au pouvoir au sein de l'Autorité palestinienne. Ainsi, le Hamas s'est retrouvé impliqué dans l'administration de Gaza, avant d'être contraint, en 2017, d'accepter la solution des deux États, renonçant à la libération de l'ensemble de la Palestine pour adopter le projet américain d'un « État palestinien » limité à Gaza et à la Cisjordanie.

Le président américain Donald Trump, annonçant que son plan concernait directement l'accord conclu, a déclaré que « *son plan était en faveur d'Israël et que l'un de ses objectifs était de lui faire retrouver son soutien international* ». Il a également salué « *le rôle d'Erdoğan dans les pressions exercées sur le Hamas pour obtenir la libération des prisonniers sionistes* », car Erdoğan applique à la lettre les ordres américains et a remporté dans plusieurs régions des succès au service de la politique de Washington. Trump a par ailleurs déclaré qu'il pourrait se rendre au Moyen-Orient à la fin de la semaine, probablement en Égypte, et qu'il envisageait même de visiter Gaza. Pourtant, c'est lui-même qui a soutenu cette entité dans la destruction de Gaza, dans le massacre de son peuple, dans son déplacement forcé et dans son projet d'en faire une station balnéaire. Les dirigeants du monde musulman l'ont également soutenu, ont approuvé son plan, ont abandonné le peuple de Gaza depuis deux ans et l'ont laissé à la merci de l'entité sioniste barbare.

Les manifestations continuent au Maroc ; l'Union européenne appelle au calme

Les protestations continuent dans de nombreuses villes marocaines. Le 5 octobre 2025, à Casablanca, dans le quartier d'al-Fidâ, les manifestants ont scandé : « *Le peuple veut la chute de la corruption* », exigeant la démission du gouvernement Ahnouch. Des slogans similaires ont retenti dans la capitale Rabat, et un nouvel appel a été lancé pour poursuivre les manifestations le 9 octobre 2025.

Ces protestations ont éclaté le 27 septembre 2025, après la mort de huit femmes enceintes lors d'accouchements par césarienne dans un hôpital public à Agadir. D'abord centrées sur la revendication d'une amélioration des conditions sanitaires et éducatives, elles se sont progressivement transformées en un appel à la chute du gouvernement. Le Premier ministre Aziz Ahnouch a déclaré que « *son gouvernement était attentif aux revendications des mouvements de jeunesse et disposé au dialogue et à la discussion* ».

L'Union européenne a appelé « *toutes les parties concernées à préserver le calme* ». Le porte-parole de la Commission européenne, Anouar El Anouni, a formulé cet appel le 3 octobre 2025. Il s'agit là d'une tentative d'ingérence de l'Union européenne dans les affaires intérieures du Maroc, car l'UE redoute que d'éventuelles révolutions ou soulèvements dans les pays arabes et musulmans ne viennent effacer l'influence occidentale qui y subsiste. Cette crainte s'accroît encore davantage lorsque ces mouvements prennent une dimension islamique, que les drapeaux de l'Islam se lèvent et que les appels au rétablissement du Califat et à l'application de l'Islam se multiplient.

Ce soulèvement semble dépourvu d'une direction politique lucide fondée sur la pensée islamique. Il est nécessaire qu'émerge une direction politique capable, selon la perspective islamique, de proposer des solutions et d'établir pour le pays une constitution dérivée du Coran et de la Sunna.

Aux États-Unis, l'affrontement entre démocrates et républicains s'intensifie

Le conflit entre Démocrates et Républicains s'intensifie aux États-Unis. Le 5 octobre 2025, selon la déclaration de la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem sur Fox News, l'administration Trump a qualifié Chicago — considérée comme un bastion démocrate — de « zone de guerre ». Noem a affirmé à propos du maire démocrate de la ville, Brandon Johnson : « *Sa ville est une véritable zone de guerre, et au lieu de résoudre les problèmes, il se contente de flatter l'administration Biden.* »

Le 4 octobre 2025, Trump a signé un décret ordonnant le déploiement de 300 membres de la Garde nationale à Chicago, dans l'État de l'Illinois, afin de protéger le personnel et les installations fédérales. Le sénateur républicain de cet État, Dick Durbin, a réagi en déclarant : « *Le président ne cherche pas à combattre le crime, mais à propager la peur.* »

Chicago est la cinquième ville dirigée par des Démocrates où Trump a ordonné le déploiement de la Garde nationale ; auparavant, cette mesure avait déjà été appliquée à Los Angeles, Washington, Memphis et Portland.

Trump a exigé l'incarcération du maire de Chicago et du gouverneur de l'Illinois, les accusant d'avoir refusé le déploiement de l'armée.

Les plans du président Trump ont suscité des réactions strictement partisans : 23 États contrôlés par les Républicains ont soutenu la décision de Trump, tandis que 22 États sous direction démocrate s'y sont opposés.

Cette situation révèle l'intensification du conflit entre Démocrates et Républicains. Autrefois, ils échangeaient leurs rôles et parvenaient à s'entendre sur des changements de méthode dans l'application de leurs politiques. Aujourd'hui, il apparaît clairement que les États-Unis se dirigent vers davantage de divisions et de tensions internes : leur unité vacille, les appels à la sécession se multiplient — autant de signes annonciateurs de leur déclin. Les musulmans œuvrant à l'établissement du Califat bien guidé selon la méthode prophétique doivent saisir cette occasion pour œuvrer à la libération des terres d'Islam et de toute l'humanité du mal des États-Unis et des autres puissances coloniales.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur